



Dans le sens des aiguilles d'une montre : Elizabeth travaille dans la décharge de Nairobi, au Kenya (photo : Sam Tarling/Oxfam) ; des femmes construisent un canal d'irrigation au Népal (photo : Kieran Doherty) ; un passant près de Canary Wharf dans le quartier de Tower Hamlets, Londres (photo : Zed Nelson) ; Hong Ngich Nguyen travaille sur un filet de pêche, Mekong Delta, Vietnam (photo : Tessa Bunney/Oxfam)

LES FEMMES ET LES 1 %

Une réponse commune aux inégalités entre les femmes et les hommes et aux inégalités économiques extrêmes

L'augmentation des inégalités économiques extrêmes fait sérieusement obstacle à la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes et menace les droits des femmes. L'autonomisation économique des femmes pourrait transformer la vie de nombreuses femmes et soutenir la croissance économique. Pourtant, à moins que les causes des inégalités économiques extrêmes ne soient corrigées rapidement, la majorité des avantages liés à la croissance créée par les femmes reviendront à ceux qui se trouvent déjà en haut de l'échelle économique. Les mêmes forces à l'origine de ces inégalités économiques (confiscation politique et fondamentalisme de marché) renforcent également les inégalités entre les femmes et les hommes. Par le biais d'institutions démocratiques et responsables, d'un travail décent, d'une fiscalité progressive et de services publics universels, nous pouvons éliminer les inégalités économiques et de genre tout en rendant le monde meilleur et plus juste.

RESUME : LES FEMMES ET LES 1 %

Le fossé entre les riches et les pauvres n'a jamais été aussi large, et il continue de se creuser. Il constitue un sérieux obstacle à la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes et menace les droits des femmes. En 2015, ce fossé était tel que les 1 % les plus riches avaient accumulé plus de richesses que le reste de la population mondiale. Plus tôt cette année, Oxfam a révélé que 62 personnes possédaient à elles seules autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, soit 3,6 milliards de personnes¹. Il s'agissait de 388 personnes en 2010, ce qui atteste du rythme alarmant auquel le fossé se creuse². L'immense majorité des personnes les plus fortunées au monde sont des hommes, tandis que les femmes sont davantage susceptibles de vivre en situation de pauvreté. Ces inégalités économiques extrêmes ont été reconnues par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et le Forum économique mondial comme néfastes à la croissance et font obstacle à la lutte contre la pauvreté et à la cohésion sociale. Le FMI a par ailleurs démontré que les pays affichant des écarts de revenus importants ont également tendance à se caractériser par des inégalités de genre plus marquées³.

Ces derniers temps, de nombreux acteurs clés plaident pour un renforcement de la participation des femmes dans l'économie mondiale. Il apparaît en effet que l'autonomisation économique des femmes joue un rôle central pour faire respecter les droits des femmes et atteindre des objectifs plus ambitieux en matière de développement. Les femmes représentent actuellement la moitié de la population active mondiale, mais génèrent seulement 37 % du PIB au niveau mondial⁴. Si chaque pays parvenait à combler les inégalités économiques liées au genre, quelque 12 000 milliards de dollars supplémentaires pourraient être ajoutés au PIB mondial d'ici 2025⁵.

Il ne fait aucun doute qu'une participation plus égalitaire des femmes dans l'économie soutiendrait la croissance économique mondiale et contribuerait à l'autonomisation économique des femmes. Oxfam a pourtant démontré que la majorité des personnes ayant récolté les fruits de la croissance économique au cours des dernières décennies sont celles qui se situent déjà au sommet de l'échelle des revenus. Les 1 % de la population dont les revenus sont les plus élevés gagnent à eux seuls plus que la moitié la plus faiblement rémunérée. Dans le même temps, les plus pauvres, dont une majorité de femmes, ne sont pas récompensés de la même manière. Dans de nombreux cas, le travail faiblement rémunéré des femmes profite à d'autres. Si les causes structurelles de ces inégalités économiques ne sont pas traitées, les femmes, notamment les plus pauvres, ne bénéficieront pas de la croissance, malgré leur contribution.

D'après le présent document, si les causes des inégalités économiques extrêmes ne sont pas rapidement corrigées, les principaux bénéficiaires de l'autonomisation économique des femmes seront les plus riches, dont la majorité sont des hommes.

Les recherches menées par Oxfam ont également permis d'identifier deux vecteurs accompagnant la hausse des inégalités économiques extrêmes : la confiscation de l'économie et du pouvoir politique et économique par les élites et la poursuite d'un ensemble de politiques prônant la libéralisation, la privatisation et la diminution du rôle de l'État en faveur du marché⁶. Des politiques que George Soros qualifie de « fondamentalisme de marché ».

Le présent document démontre ensuite que les deux processus qui favorisent la concentration des richesses au sommet de la pyramide font également obstacle à l'égalité entre les femmes et les hommes et au respect des droits des femmes, notamment pour celles vivant dans les pays en développement.

Il apparaît que la croissance économique ne s'accompagne pas forcément d'une amélioration des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour parvenir à de tels résultats, des mesures spécifiques doivent être prises afin de rendre la croissance plus inclusive pour tous et de redistribuer les fruits de la croissance aux femmes⁷. D'après les tendances actuellement observées, rien n'est fait en ce sens. Les appels des acteurs clés en faveur de l'autonomisation économique des femmes promeuvent surtout la participation des femmes dans les opportunités économiques existantes, et beaucoup moins la transformation de l'économie pour s'assurer que la croissance profite équitablement aux femmes⁸. Il s'agit là d'une lacune majeure qui risque de saper les bonnes intentions.

Le modèle économique de ces dernières décennies n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois décents et a fragilisé les filets de protection sociale pour la majorité des travailleurs, notamment dans les pays en développement. Du fait de la baisse de la part de la croissance économique revenant aux travailleurs, les femmes ont été encore plus désavantagées, car ce sont elles qui occupent les postes faiblement rémunérés et qui constituent la majorité de la main-d'œuvre sans cadre formel en matière de droit du travail. En Asie et en Afrique par exemple, 75 % des emplois occupés par des femmes dépendent du secteur informel, sans accès à des avantages tels que congé maternité, arrêts maladie ou retraite⁹.

Parallèlement, la capacité des États à percevoir des recettes a été entravée par des règles fiscales inéquitables au niveau national et international. Ces règles découlent de ce même modèle économique et nuisent à la vertu redistributive des impôts. Les exemptions et exonérations fiscales favorisent les nantis, principalement des hommes, tandis que les impôts indirects (comme la TVA) soutenus activement par le FMI affectent de manière disproportionnée les plus pauvres, surtout des femmes. Lorsque les États ne parviennent pas à percevoir

suffisamment de recettes à allouer aux services publics essentiels comme l'éducation et les soins de santé parce que les plus riches ne paient pas leur juste part d'impôts, ce sont les filles et les femmes qui souffrent le plus de l'absence de tels services et qui pallient ces lacunes avec du travail de soin non rémunéré.

À mesure que l'influence de l'élite économique sur le processus décisionnel s'intensifie, il devient de moins en moins probable que les politiques et les investissements privilégient l'égalité économique et entre les genres. Par ailleurs, les États font souvent des choix qui accentuent les inégalités. En Inde, une étude a démontré que les projets liés à l'eau potable étaient 62 % plus nombreux dans les conseils dirigés par des femmes que dans ceux dirigés par des hommes.

La privatisation des services publics et le manque d'investissement dans l'économie des soins sont autant d'autres tendances qui réduisent l'accès des filles et des femmes aux services, limitent les offres d'emploi et augmentent la part de travail qu'elles consacrent aux soins sans être rémunérées. En milieu rural au Pakistan, les enfants les plus pauvres ont quatre fois moins de chances d'être scolarisés dans une école privée que les enfants les plus riches. Sur ces enfants, les filles les plus pauvres sont encore plus désavantagées, car elles ont 31 % moins de chances d'être scolarisées dans une école privée que les garçons les plus pauvres. Hélas, et malgré la volonté affichée de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes, la Banque mondiale et certains bailleurs de fonds continuent de soutenir des politiques et des projets qui aggravent les inégalités économiques et entre les genres, notamment au niveau de l'éducation et des soins dans le privé.

Cette situation n'est pas une fatalité. Les États et les acteurs du développement peuvent mettre en œuvre des politiques qui réduisent les inégalités économiques et soutiennent l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits des femmes. En plus de bousculer les normes sociales qui discriminent systématiquement les femmes dans la société, cela requiert que les États investissent dans les services publics pour garantir des services de sécurité sociale, de santé et d'éducation universels et gratuits qui réduisent les inégalités économiques et entre les genres, ainsi que la vulnérabilité face à la pauvreté. Pour cela, il est essentiel de mettre en place un régime fiscal juste et progressif. Il convient en outre de créer des emplois rémunérés de façon décente, de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes au travail et de reconnaître, alléger et redistribuer la part de travail non rémunéré dévolue majoritairement et injustement aux femmes.

Par conséquent, il ne fait aucun doute que la hausse rapide des inégalités économiques extrêmes constitue une menace sérieuse dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes, et que la majorité des avantages découlant d'une intensification de la participation des femmes dans l'économie mondiale reviendront à ceux qui se trouvent déjà en haut de l'échelle économique, à moins que les inégalités économiques ne soient corrigées dans le même temps. Les mêmes forces qui motivent ces inégalités économiques (confiscation politique et fondamentalisme de marché) renforcent également les inégalités entre

les femmes et les hommes. Par le biais d'institutions démocratiques et responsables, d'un travail décent, d'une fiscalité progressive et de services publics universels, nous pouvons commencer à éliminer les inégalités économiques et de genre tout en rendant le monde meilleur et plus juste.

RECOMMANDATIONS

Les États et les institutions internationales doivent :

- **Mettre fin aux inégalités économiques qui frappent les femmes** en mettant en œuvre une réglementation et des politiques économiques pour atténuer les inégalités dont elles sont victimes. Toutes les restrictions légales qui nuisent à l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment à l'égalité des femmes dans l'économie, doivent être supprimées. Les politiques doivent promouvoir un salaire égal et un travail décent. Les inégalités entre les femmes et les hommes dans l'accès au crédit, ainsi qu'en matière de succession et de droits fonciers, doivent être corrigées en levant les obstacles juridiques et en luttant contre les normes sociales contre-productives.
- **Mettre fin aux inégalité entre les femmes et les hommes et faire respecter les droits des femmes** en mettant en œuvre des politiques visant à encourager la participation politique des femmes, à éradiquer les violences faites aux femmes et à lutter contre les effets néfastes des discriminations fondées sur le genre.
- **Reconnaître, réduire et redistribuer le travail non rémunéré** en optimisant la collecte des données en matière d'accès aux soins, en investissant dans une infrastructure physique et sociale en soutien aux soins, en proposant des services de garde des enfants et de soins aux personnes âgées, des congés médicaux et familiaux payés, des heures de travail flexibles et un congé parental payé, et en bousculant les normes sociales qui délèguent le fardeau du travail non rémunéré principalement aux femmes.
- **Analyser systématiquement les politiques économiques proposées d'après leur impact sur les femmes et les filles** en affinant les données dans les systèmes de comptabilité locaux et nationaux (recueillant des données notamment au niveau du foyer) pour suivre et évaluer leurs impacts (par exemple sur la répartition du travail de soin non rémunéré).
- **Surveiller l'influence des puissantes élites et promouvoir l'influence et le pouvoir décisionnel des femmes**, en privilégiant une budgétisation tenant compte des questions hommes-femmes afin d'évaluer l'impact des décisions en matière de dépenses pour les filles et les femmes, en affectant les budgets de sorte à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, en incluant les groupes de défense des droits des femmes dans les processus d'élaboration des politiques et en s'attaquant aux inégalités entre les femmes et les hommes en matière de représentation et de leadership.

- **Verser aux travailleurs un salaire décent et combler le fossé avec les primes des dirigeants**, en relevant les salaires minimum à des niveaux décents, en garantissant la transparence sur les salaires et en protégeant les droits des travailleurs à se rassembler et à faire grève.
- **Partager équitablement le fardeau fiscal pour uniformiser les règles du jeu** en transférant la charge fiscale du travail et de la consommation vers la richesse, le capital et les revenus tirés de ces actifs, en garantissant la transparence sur les mesures fiscales incitatives et en adoptant un impôt sur la fortune au niveau national. Les dirigeants du monde entier doivent s'entendre sur une approche globale pour mettre fin à l'ère des paradis fiscaux.
- **Mettre en place des dépenses publiques progressives pour lutter contre les inégalités** en privilégiant les politiques, les pratiques et les dépenses qui augmentent le financement destiné à des services de santé et d'éducation gratuits pour lutter contre la pauvreté et les inégalités au niveau national, en s'abstenant de mettre en œuvre dans les systèmes publics de santé et d'éducation des réformes du marché du travail qui n'ont pas fait leurs preuves et qui sont inapplicables, et en élargissant la prestation des services essentiels par le secteur public plutôt que par le secteur privé.
- **Soutenir l'autonomisation des femmes grâce à des systèmes d'organisation autonomes**, en définissant des normes juridiques qui protègent les droits de tous les travailleurs à se rassembler et à faire grève, en abrogeant toutes les lois qui vont à l'encontre de ces droits et en soutenant et en promouvant les mouvements et les organisations de défense des droits des femmes, notamment en mettant à disposition un financement, au besoin.

Les entreprises doivent :

- **Mettre fin aux écarts salariaux entre hommes et femmes** et inciter les autres entreprises à en faire de même. Publier les salaires le long de leur chaîne d'approvisionnement et le nombre d'employés qui reçoivent un salaire décent.
- Garantir un accès à des **offres d'emploi sûres et décentes pour les femmes**, lutter contre la discrimination sur le lieu de travail et respecter le droit des femmes à s'organiser. Intégrer **la liberté d'association et les négociations collectives** dans leur processus de diligence raisonnable en matière de droits humains.
- **Reconnaître le rôle du travail non rémunéré et contribuer à réduire le fardeau du travail non rémunéré qui affecte les femmes de manière disproportionnée.**
- **Soutenir le leadership des femmes**, par exemple en faisant appel aux associations de producteurs dirigées par des femmes, en encourageant les femmes à endosser de nouveaux rôles et en veillant à ce que des femmes occupent des postes à responsabilité.

- **Analyser et consigner leurs performances en matière d'égalité hommes-femmes**, par exemple par le biais des Lignes directrices pour le reporting sur le développement durable de la *Global Reporting Initiative* et les Principes d'autonomisation des femmes de l'ONU. Suivre et divulguer les rôles joués par les femmes dans leurs activités et dans leur chaîne d'approvisionnement.
- **Cesser de tirer parti de leur influence politique pour éroder les salaires planchers et la protection des travailleurs**, faire respecter les droits des employés sur le lieu de travail et valoriser les employés en tant que parties prenantes essentielles dans le processus décisionnel des entreprises.

NOTES

- 1 Credit Suisse (2015), *Global Wealth Databook 2015*. Total de la richesse nette à taux de change constant (en milliards de dollars américains). <http://publications.credit-suisse.com/index.cfm/publikationen-shop/research-institute/global-wealth-databook-2015-fr/> ; Oxfam, D. Hardoon, R. Fuentes-Nieva et S. Ayele (2016), *Une Économie au service des 1 % : Ou comment le pouvoir et les privilèges dans l'économie exacerbent les inégalités extrêmes et comment y mettre un terme*. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-1>
- 2 D. Hardoon, R. Fuentes-Nieva et S. Ayele (2016), *Une Économie au service des 1 %*.
- 3 C. Gonzales et al. (2015), *Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality*. FMI. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1520.pdf>
- 4 McKinsey & Company (2015), *The Power of Parity: How Advancing Women's Equality Can Add \$12 Trillion to Global Growth*. http://www.mckinsey.com/insights/growth/how_advancing_womens_equality_can_add_12_trillion_to_global_growth
- 5 Ibid.
- 6 E. Seery et A. Arendar (2014), *À égalité : Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes*. Oxfam, https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf
- 7 N. Kabeer et L. Natali (2013), *Gender Equality and Economic Growth: Is there a Win-Win?* IDS Working Paper 417, Institute of Development Studies (IDS), <https://www.ids.ac.uk/publication/gender-equality-and-economic-growth-is-there-a-win-win>
- 8 D. Perrons (2015), *Gendering the Inequality Debate*. *Gender & Development*, 23:2, 207-222, DOI : 10.1080/13552074.2015.1053217
- 9 K. Donald et R. Moussié (2016), *Redistributing Unpaid Care Work: Why Tax Matters For Women's Rights*, <http://www.ids.ac.uk/publication/redistributing-unpaid-care-work-why-tax-matters-for-womens-rights>

© Oxfam International avril 2016

Ce document a été rédigé par Francesca Rhodes. Oxfam remercie Max Lawson, Kim Henderson, Diane Elson, Laura Turquet, Daria Ukhova, Anna Marriott, Katie Malouf, Sian Jones et Helen Bunting pour son assistance dans la réalisation de ce document. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-0-85598-703-9 en avril 2016.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique

(www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

IBIS (Danemark) (<http://ibis-global.org/>)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne)

(www.intermonoxfam.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Oxfam Mexique

(www.oxfamexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande

(www.oxfam.org.nz)

Oxfam Novib (Pays-Bas)

(www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Membres observateurs :

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Afrique du Sud

